

**Droits devant!!**  
**47, rue de Dantzig - 75015 - Paris**  
**Tel: 01.42.50.79.92**

**Paris le 31 mars 2016**

## **VICTOIRE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS QUI OCCUPAIENT LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL (DGT)**

Après avoir occupé durant deux jours la DGT, les 400 sans-papiers des collectifs 93, 94 et Droits devant !!, soutenus par l'intersyndicale CGT, FSU SNU et Solidaires ont contraint le **Ministère du travail à recevoir une délégation mercredi 30 mars à 18 h 30 au ministère du travail, dans la salle historique des « Accords de Grenelle ».**

La rencontre s'est soldée par une avancée très importante concernant les revendications portées par les travailleurs sans-papiers concernant leur régularisation.

**M. Imbert, directeur de cabinet de la ministre, a en effet rédigé mercredi soir un document officiel répondant notamment à la principale exigence des sans-papiers, à savoir :**

- La mise en place d'un groupe de travail tripartite regroupant le ministère du travail, les sans-papiers et l'intersyndicale, **qui débutera la semaine prochaine**, dans le but **« D'ENGAGER UN PROCESSUS DE TRAVAIL COMMUN ».**

Ce processus s'appuiera sur les trois points clé des revendications portées depuis plus d'un an par les sans-papiers et leurs soutiens :

- **Que tout travailleur sans-papiers soit régularisé sur simple preuve de relation de travail, sans condition de durée, de séjour ou d'emploi,**
- **Que l'inspection du travail soit dotée d'un pouvoir de régularisation d'un sans-papiers sur simple constat d'une relation de travail,**
- **L'abrogation de la taxe de l'Office Français de l'Immigration et de l'intégration (OFII), discriminatoire et synonyme de préférence nationale, qui oblige l'employeur à payer une taxe d'environ 1000 euros pour l'embauche d'un sans-papiers, que celui-ci paye en réalité de sa poche.**

Nous sommes satisfaits que le **Ministère du Travail reconnaisse ENFIN ses responsabilités** quant à la régularisation des sans-papiers (**travailleurs avant d'être sans-papiers !**), jusqu'ici parqués dans la chasse gardée, répressive et pénalisante, du ministère de l'intérieur et des préfectures de police.

Cette victoire, arrachée grâce au courage, à l'unité et à la solidarité exemplaires des sans-papiers, marquera probablement d'une pierre blanche la longue marche des sans-papiers, entamée il y a 20 ans, qui porte en son sein l'interminable combat pour l'égalité des droits.

C'est pour cette raison que le gouvernement, paniqué à l'idée que la grande manifestation d'aujourd'hui puisse converger avec le lieu d'occupation des sans-papiers, a réquisitionné une nuée de gardes mobiles pour les expulser. Qu'ils soient Goodyear, chômeurs, précaires, réfugiés ou sans-papiers, toutes et tous s'uniront dans la durée contre la répression, la misère et les exclusions.